

## INVERSION ET RETOURNEMENT SONT DES ATTRAPE-NIGAUDS

Rémy Prud'homme<sup>1</sup>

6 mai 2014

L'inversion de la courbe du chômage ou le retournement d'on ne sait quels indicateurs sont des attrape-nigauds, qui ne permettent nullement de porter un jugement sur les politiques économiques mises en œuvre. On peut dire la même chose des comparaisons simplistes sur le quinquennat de François Hollande avec celui de Nicolas Sarkozy, qui font florès dans ces moments d'anniversaire.

La vitesse à laquelle vogue un skipper dépend du vent autant que de ses qualités de marin. De la même façon, l'évolution d'un indicateur tel que le chômage ou le taux de croissance résulte d'au moins deux facteurs. Le premier est la conjoncture internationale (taux de croissance des autres pays, comportement des marchés financiers et monétaires, etc.) qui exerce une influence déterminante sur les résultats de la France. Le second est la politique nationale (impôts, dépenses, contraintes, incitations, ou contenu des boîtes à outils) qui peut améliorer ou détériorer les performances économiques du pays. Il n'est pas sérieux d'ignorer l'impact du premier facteur, et d'attribuer l'évolution des courbes au seul deuxième facteur. Pour porter un jugement honnête sur l'efficacité des politiques, il faut sortir des analyses hexagonales, et considérer les évolutions toutes choses égales par ailleurs. Il faut neutraliser, gommer, les effets de la conjoncture.

Comment y parvenir ? Un procédé simple et classique consiste à décomposer une évolution donnée (par exemple +5%) en deux effets : un « effet conjoncture » (disons +2%) et un « effet politique » obtenu par différence (+3%). On peut évaluer l'effet conjoncture comme l'évolution enregistrée pour un ensemble comme l'Union européenne ou la zone euro. Tous ces pays font comme nous face au mêmes prix du pétrole, à la même demande chinoise, aux mêmes innovations américaines, etc. - à la même conjoncture. On s'est livré à cet exercice pour six indicateurs (chômage, dette, déficit, PIB, consommation, investissements), et pour deux périodes : la période Sarkozy (3<sup>ème</sup> trimestre 2007 à 2<sup>ème</sup> trimestre 2012) et la période Hollande (3<sup>ème</sup> trimestre 2012 et 4<sup>ème</sup> trimestre

---

<sup>1</sup> Professeur des Universités (émérite)

2013). Que trouve-t-on ? Deux résultats très clairs, qui vont à l'encontre des idées reçues.

Le premier est que l'effet politique est positif dans la grande majorité des cas : la France a presque toujours fait nettement mieux que la zone euro ou que l'Union européenne. Cocorico ! Prenons le PIB. Il a certes stagné durant la période Sarkozy, mais durant la même période il a diminué dans la zone euro et dans l'Union. Il a peu augmenté sous Hollande, mais dans le même temps il a stagné dans la zone euro et progressé au même taux qu'en France dans l'Union européenne. Il en va de même pour la consommation des ménages : elle a hélas peu augmenté (moins que la population, ce qui veut dire que le niveau de vie a reculé), mais il faut bien voir qu'en Europe la consommation a dans le même temps reculé, ce qui est pire. Les investissements se sont contractés en France dans chacune des deux périodes ; mais nettement moins qu'en Europe. L'exception concerne la dette publique ; dans les deux périodes elle a gonflé un peu plus vite en France qu'ailleurs en Europe, et l'effet politique est ici négatif ; mais il est très léger, presque négligeable. Nos maux sont bien réels, mais ils s'expliquent principalement par une crise qui nous dépasse, pas par la politique de nos gouvernements qui a au contraire limité les dégâts. Les vents ont été contraires, mais les skippers ont été bons.

Le second résultat est que cet effet politique heureux est nettement plus important dans la période Sarkozy que dans la période Hollande. Cela est vrai pour le PIB, pour la consommation des ménages, pour les investissements, pour les déficits publics. Pour le chômage (prétendument prioritaire) la comparaison est particulièrement fâcheuse pour le président actuel : sous Sarkozy, le chômage augmentait deux fois moins vite en France que dans le reste de l'Europe ; sous Hollande, il augmente fortement alors qu'il diminue dans l'Union européenne. Des deux skippers, le premier a (jusqu'ici) été meilleur que le second.

**Tableau 1 – Variations effectives, effet conjoncture, effet politique, pour six indicateurs et deux périodes**

	(Taux de croissance annuels, en %)		
	Variation effective	Effet conjoncture <sup>a</sup>	Effet politique <sup>b</sup>
Production (PIB)			
Sarkozy	0,0	-0,3	+0,3
Hollande	+0,5	+0,5	0,0
Chômage			
Sarkozy	+4,6	+10,6	-5,9
Hollande	+7,3 <sup>c</sup>	-4,1	+11,4
Consommation (des ménages)			
Sarkozy	+0,4	-0,2	+0,5
Hollande	+0,7	+0,2	+0,4
Investissements (FBCF)			
Sarkozy	-2,7	-4,0	+1,3
Hollande	-1,1	-1,0	-0,1
Déficit <sup>d</sup>			
Sarkozy	+17,1	+72,5	-55,4
Hollande	-9,8	-12,0	+2,2
Dettes publiques			
Sarkozy	+10,5	+9,7	+0,8
Hollande	+3,7	+3,2	+0,5

*Sources* : données trimestrielles Eurostat. La période Sarkozy va du 3<sup>ème</sup> trimestre 2007 au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 (4,75 années). La période Hollande du 3<sup>ème</sup> trimestre 2012 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013 (1,25 années). Les taux de croissance sont calculés entre le premier et le dernier trimestre de chaque période, et divisés par 4,75 et 1,25 respectivement (ce qui surestime légèrement les taux calculés, mais le fait d'une façon comparable).

*Notes* : <sup>a</sup>Taux de croissance pour l'Union Européenne à 27. <sup>b</sup>Egal au taux effectif moins le taux conjoncturel. <sup>c</sup>La source Eurostat pour cette période étant marquée par une rupture de série, on a utilisé la série mensuelle du chômage de l'INSEE. <sup>d</sup>Pour le déficit, les données trimestrielles n'ont pas de sens, et on a utilisé des données annuelles d'Eurostat pour les années 2007, 2012 et 2013.

*Remarque* : Pour la production, la consommation et l'investissement, le signe positif de l'effet politique signifie que la politique française a permis de faire mieux que la moyenne européenne. Pour le chômage, le déficit et la dette, c'est au contraire le signe moins qui est associé à une politique plus efficace que celle de la moyenne européenne. On a noté en vert les effets politiques désirables et en rouge les effets politiques indésirables.